

Dominique Vidal : l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme "constitue un contre-sens historique et une faute politique"

L'agression dont a fait l'objet Alain Finkielkraut le 16 mars dernier a relancé le débat sur le lien entre "antisémitisme" et "antisionisme". L'occasion de constater les ambiguïtés qui continuent de peser sur l'idéologie fondatrice et matricielle de l'Etat d'Israël.

□ Historien, ancien journaliste du Monde diplomatique, intellectuel engagé, Dominique Vidal revient sur la trajectoire de l'idée d'antisionisme et clarifie ainsi les termes et les enjeux du débat. Fin observateur de la politique israélienne, nous l'avons également interrogé sur les prochaines élections et l'état du débat en Israël.

□ Interviewé par William Leday (analyste @Chronikfr), Dominique Vidal est l'auteur de **Antisémitisme = antisionisme ? Réponse à Emmanuel Macron (Éditions Libertalia)**.



W. L. : Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à écrire cet essai et à vous engager dans ce travail d'explication ?

► D. V. : C'est en écoutant l'allocution de Président de la République à l'occasion de la cérémonie du 75ème anniversaire de la rafle du Vel d'hiv le 16 juillet 2017¹, dans lequel il explicite la phrase de Jacques Chirac de 1995. Il faut rappeler l'importance politique majeure de cette déclaration par laquelle Jacques Chirac reconnaissait la responsabilité de la

France, via l'État français, dans la déportation et l'extermination des juifs de France. Mais il l'avait fait sans explication, au détour d'une simple phrase. Emmanuel Macron s'est livré à un travail d'explication de texte sur ce que supposait cette responsabilité de Vichy, au-delà de l'utilisation de la police française, et donc sur la politique de collaboration de l'État français dans le cadre de l'extermination des juifs. C'était donc un très beau discours. Puis arrive, comme un cheveu sur la soupe, presque à la fin, cette petite phrase peu pertinente. "Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme", dont le débat actuel est une conséquence. Il m'a paru incroyable qu'on explique dans un discours sur la responsabilité de Vichy que l'antisionisme est LA forme réinventée de l'antisémitisme. Je réagis donc immédiatement parce que cet amalgame constitue un contre-sens historique et une faute politique, d'autant que, si tout le monde sait ce qu'est l'antisémitisme, on ignore ce qu'est l'antisionisme. J'ai donc donné une pre-

¹ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/07/18/discours-du-president-de-la-republique-francaise-a-l'occasion-de-la-commemoration-de-la-rafle-du-vel-dhiv>

mière réponse par les réseaux sociaux, puis dans une tribune dans Médiapart², très diffusée, et enfin une vidéo qui a eu des dizaines de milliers de vues.

Il s'agit d'une double faute.

Une faute historique d'abord, puisque la majorité des juifs ont toujours été et restent, sinon antisionistes, en tout cas non-sionistes. Et une faute politique ensuite, parce que si on met le doigt dans l'interdiction de l'antisionisme, ce qui est la demande que le CRIF a formulée immédiatement sur la lancée de la petite phrase du Président de la République, on en revient alors au délit d'opinion qui n'existe plus depuis la guerre d'Algérie. Je me souviens personnellement de ma mère qui lisait des journaux dont des pages entières étaient blanches, parce que la commission de censure passait dans les rédactions pour enlever ce qui selon elle allait à l'encontre de la politique française. C'était ça, le délit d'opinion. Est-ce que le président du CRIF, Francis Kalifat, et certains parlementaires souhaitent réintroduire cette horreur dans la France de 2019 ?

C'est donc sur cette erreur historique et cette faute politique que je propose un texte aux Éditions Libertalia qui acceptent de l'éditer en janvier 2018.

W.L. : Vous complétez cet essai par une série de conférences ? Qu'est-ce que vous en tirez comme leçons ?

D. V. : Le succès de l'essai a engendré des dizaines de demande de conférences (actuellement plus de 70), à travers la France, organisées par des structures et associations diverses. Chacune rassemble entre 50 et 200 personnes, des quinquagénaires comme des trentenaires, peu ou pas militants, et nombre d'étudiants. Je me suis aperçu qu'il y avait une curiosité évidente pour le sujet, chose radicalement nouvelle au regard des conférences que j'ai données ces dernières années, avec de véritables interrogations et un besoin de comprendre, non seulement l'antisionisme, mais également l'antisémitisme. Car la manière, extrêmement discutable, qu'ont les organisations juives officielles, comme le CRIF en particulier, de traiter de la Shoah sur un mode cérémonial est contre-productive. Ces gens en parlent comme si nous étions à Weimar en 1932, alors que l'antisémitisme et le racisme aujourd'hui posent des questions nouvelles.

Ce qui intéresse le public, je crois, c'est que je m'essaie à une tentative d'analyse, un récit pédagogique, avec des éléments vérifiables historiquement. Les gens peuvent vérifier par eux-mêmes. Par exemple, quand j'avance que l'immense majorité des juifs jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale étaient antisionistes, hostiles au projet d'État juif en Palestine, je ne le démontre pas seulement par l'analyse. J'apporte cette preuve chiffrée : 3 millions de juifs ont quitté l'Europe entre 1897, date du Premier Congrès sioniste, et 1939. Où sont-ils allés ? Presque tous aux États-Unis et seulement 460 000 en Palestine, dont un bon nombre ont quitté l'Allemagne dans les conditions que l'on sait et n'ont pas eu d'autres choix que de rejoindre le Yishouv. Donc, quand on nous explique que c'est antisémite d'être antisioniste, on insulte la mémoire de millions de juifs d'avant 1939 qui n'étaient pas, de toute évidence, sionistes, j'y reviendrai plus loin.

² <https://blogs.mediapart.fr/dominique-vidal/blog/120618/antisemitisme-et-antisionisme-deux-enquetes-en-forme-de-dementi-cinglant>

W. L. : La création de l'État d'Israël ne participe-t-elle pas de la dynamique des peuples à disposer d'eux-mêmes, à vouloir se doter d'un cadre national à l'image des peuples européens plutôt qu'à une forme de colonialisme comme le soulignait l'orientaliste Maxime Rodinson ? Comment la communauté juive du 19^e siècle et l'actuelle se situent-elle par rapport à l'État d'Israël ?

► D. V. : Il faut d'abord comprendre pourquoi Theodor Herzl aboutit à cette idée d'État juif. Il arrive à Paris en 1894. Jusque-là, c'est un intellectuel assimilationniste, voire conversionniste : selon lui les juifs devaient se convertir au christianisme. Ce sont les pogroms massifs en Russie dans les années 1880 et l'affaire Dreyfus qui provoquent une prise de conscience dans l'opinion juive et notamment parmi les intellectuels juifs occidentaux. Le 5 janvier 1895, Theodor Herzl est présent dans la Cour des Invalides lors de la dégradation du capitaine Dreyfus. Dans le pays qui, pour la première fois, a accordé des droits égaux aux Juifs, cette remontée brutale d'antisémitisme constitue pour lui un véritable choc. Il faut savoir que l'affaire Dreyfus n'était pas seulement un débat au cours duquel des intellectuels s'envoyaient des noms d'oiseau, mais des manifestations violentes de dizaines de milliers de gens. Comme l'explique très bien Pierre Birnbaum dans son livre *Le moment antisémite*³, la France est alors au bord du pogrom. On peut comprendre la panique que connaissent certains juifs d'Europe. Theodor Herzl en tire pour sa part une double conclusion : les juifs ne peuvent pas s'intégrer là où ils vivent et il faut donc les rassembler dans un État.

Cent-vingt ans plus tard, l'inassimilabilité des juifs dans les sociétés occidentales apparaît évidemment une idée absurde : en 2019, sur 16 millions de juifs, seuls 6 millions vivent en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. La grande majorité des juifs sont donc intégrés là où ils vivent alors qu'on aurait pu penser, qu'après la Shoah, toute possibilité d'intégration deviendrait impossible. Non seulement une grande majorité de juifs se trouve aujourd'hui hors d'Israël, mais, comme en témoignent les statistiques de Dov Maïmon, directeur de recherche au Jewish People Policy Institute (Jérusalem), une majorité d'entre eux se marie avec des non-juifs, ce qui n'a strictement aucune importance pour les laïcs, mais pose une vraie question aux rabbins — pour eux, les enfants d'une mère non juive ne sont pas juifs.

Le rapport des juifs de France à la religion va également dans ce sens : au cours des plus grandes fêtes juives (Kippour et Pâques), sur 600 000 à 800 000 citoyens français juifs, il y a au maximum 100 000 personnes dans les synagogues, ce qui correspond au même niveau de pratique que l'on peut observer dans les autres religions. Donc, le cœur du problème, avant d'évoquer le phénomène colonial, c'est cette idée qui se confirme fautive selon laquelle les Juifs ne peuvent pas s'assimiler ou s'intégrer.

J'ajoute que les sociologues israéliens évaluent entre 600 000 et 1 million le nombre de citoyens israéliens qui ne vivent plus dans leur pays. C'est ce que les démographes israéliens appellent le million missing : 1 sur 6 ! Il semble que 100 000 d'entre eux soient à ... Berlin, l'ancienne capitale du Reich : pas évident, pour un Juif israélien, de s'y installer. C'est un problème tabou en Israël, il n'est pas débattu. Quant aux juifs français qui font leur aliya, ce sont majoritairement des juifs originaires d'Afrique du Nord, des gens qui ont déjà connu l'exil. Entre un tiers et la moitié reviennent au bout de 3 ans, pas par antisionisme mais parce qu'ils éprouvent d'immenses difficultés à s'intégrer pour des raisons linguistiques ou d'employabilité. En Israël, si on ne parle ni hébreu ni anglais... Bref, sur le caractère inassimilable des juifs, Theodor Herzl s'est mis le doigt dans l'œil jusqu'au coude.

³ https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1999_num_40_4_5227

W.L. : L'antisionisme juif des origines est donc un fait majoritaire selon vous. Comment évolue-t-il à travers l'histoire contemporaine ? Quelle est son importance politique et sociologique aujourd'hui ?

► D. V. : Il y a deux périodes distinctes : d'abord celle qui va de la création du mouvement sioniste en 1897 à Bâle jusqu'en 1939, puis une seconde de 1945 à aujourd'hui. Sur la première, l'immense majorité des juifs est antisioniste parce que tous les grands courants politiques et intellectuels juifs de l'époque sont hostiles à l'idée d'un État juif en Palestine : les communistes (comme en témoignent les écrits de Lénine) ; le Bund, un mouvement social-démocrate très majoritaire dans les communautés juives russes et polonaises qui milite pour l'autonomie des juifs, mais là où il vivent — les bundistes sont aussi acharnés que Lénine contre le projet sioniste. Il en est de même pour les religieux, pour qui la création d'un État juif avant la venue du Messie relève du blasphème. Quant à la grande bourgeoisie juive, elle n'a nulle envie d'aller labourer la terre des kibboutzim. Les sionistes formaient donc une petite minorité, qui se renforce dans les années 1930 avec l'accession au pouvoir du nazisme et le quadruplement du nombre de juifs partant chaque année en Palestine.

Le génocide crée évidemment une situation nouvelle. Les survivants, qui croupissent dans leurs camps en attendant de savoir où aller, n'ont pas d'autre endroit où aller qu'Israël : ils ne peuvent pas rentrer chez eux, notamment en Pologne où les pogroms continuent jusque dans les années 1950 ; les États-Unis ne leur donnent plus de visas (depuis 1924). Sionistes ou non, ils n'ont pas d'autre choix que d'aller en Israël. On ne comprend rien à l'histoire d'Israël si on ne comprend pas ça. Entre un tiers et la moitié des combattants juifs de 1948 sont des survivants, donc des personnes déterminées à poursuivre le combat pour la survie, y compris contre les Arabes, et sans état d'âme !

Puis, après cette première guerre entre l'État d'Israël naissant et les États arabes, ce sont plus d'un million de juifs arabes que leur gouvernement expulse ou que les dirigeants israéliens recrutent : eux non plus n'ont pas d'autre choix que de gagner Israël. Qui, dans l'Europe de l'époque, aurait voulu de personnes juives et arabes ?

Il en ira de même, dans les années 1990, avec le million de "juifs" soviétiques qui arrive sur la base d'un accord passé entre Gorbatchev et Shamir. J'ai mis des guillemets à "juifs" car un grand nombre ne le sont pas : à l'époque, la judéité était alors le seul motif permettant de quitter légalement l'URSS. Comme le montrent les travaux de sociologues sur l'aliya russe, la motivation première de ces migrants était d'aller aux États-Unis. Mais Shamir, alors premier ministre, convainc le président américain Reagan de ne pas leur accorder de visas, ce qui contraint ces migrants à rester en Israël. Cette opération repose sur le fait que les preuves de judéité n'existent plus à Moscou : presque plus de culte juif ni de circoncision, plus de registres d'état-civil des synagogues, etc. En Israël, les rabbins toussent, mais les dirigeants se réjouissent : cette aliya permet en effet d'améliorer un double équilibre démographique : entre juifs et arabes israéliens, mais aussi entre juifs occidentaux et orientaux....

L'histoire des aliyot montre donc que les motivations premières des immigrants ne sont pas le sionisme, mais l'absence d'autre solution.

Peu d'historiens ont traité ce point.

W. L. : Le sionisme des origines, très sécularisé, socialisant, en phase avec la modernité occidentale, n'a que peu avoir avec le sionisme contemporain qui s'appuie sur des ressorts religieux. Quelles sont les grandes étapes de cette transformation idéologique ?

► D. V. : On doit d'abord introduire beaucoup de relativité dans cette notion de sionisme progressiste. Les travaillistes sont au pouvoir de 1929 (Ben Gourion devient alors président de l'Agence juive) jusqu'en 1977. Le grand historien Zeev Sternhell, dans son livre "Aux origines d'Israël", explique que, dans le mariage entre sionisme et socialisme, le premier domine le second qui ne sert que d'habillage. Le sionisme originel s'inspirait à certains égards du socialisme soviétique, comme les kibboutz ressemblaient aux sovkhoses, mais ils n'ont jamais représenté plus de 3% du PNB.

Trois dates majeures modifient en profondeur le visage du sionisme des pionniers.

La première est la guerre de 1947-1949. Je commence en 1947 car, avant la guerre israélo-arabe proprement dite, un affrontement préliminaire se déclenche, au soir même du plan de partage onusien du 29 novembre, entre juifs et Arabes. Si bien que, lorsque les contingents arabes entrent en Palestine le 15 mai 1948, la moitié des Palestiniens ne sont déjà plus sur leur terre. Une guerre en a caché une autre. La guerre israélo-arabe a caché la guerre civile entre juifs et Arabes. C'est une rupture très importante, car l'expulsion de 800 000 Palestiniens enterre l'idée binationale, jusque-là très influente dans une partie de la population du Yishouv. Tout le monde pense que le binationalisme se réduisait à quelques intellectuels illuminés : or c'est un courant qui, toutes forces confondues, a obtenu plus de 40% des voix aux élections internes — politiques et syndicales — de la communauté juive en 1944. C'est donc bien la guerre de 1948 qui casse cette perspective — une fédération judéo-arabe socialiste — au profit d'une politique d'expulsion des Palestiniens vers la Palestine non-occupée (Jérusalem-Est, la Cisjordanie, la Bande de Gaza) ou ailleurs.

La deuxième date absolument fondamentale, c'est la guerre de 1967, dite "des six jours" : Israël occupe désormais TOUTE la Palestine ; il engage aussitôt la colonisation des territoires occupés ; et sa société se transforme rapidement en société capitaliste avancée et bientôt mondialisée. Du coup, de nouveaux rapports de force s'imposent, et pas seulement du fait du soutien américain, qui relaie celui de la France : la petitesse du pays, le grand nombre de cadres, la main d'œuvre et le marché supplémentaires fournis par les Territoires occupés expliquent la modernisation rapide d'une économie qui va s'engager progressivement dans ce qui est une de ses principales forces aujourd'hui, le high tech. Ce n'est qu'à partir des 1^{ère} et 2^{ème} intifadas que la part de la main d'œuvre palestinienne employée, qui n'est plus admise massivement, diminue fortement — il y avait eu jusqu'à 500 000 Palestiniens qui venaient travailler en Israël. Du fait du conflit et donc des bouclages, ils sont progressivement remplacés par une main d'œuvre étrangère non-juive, dont les conditions de vie et de travail ne sont pas sans rappeler les pratiques de certains États du Golfe.

Je précise que la naissance et la percée du high tech s'explique largement par le rôle des militaires, qui prennent leur retraite avant 50 ans. Certains — on le voit dans l'actuelle campagne électorale — font de la politique, mais beaucoup entrent dans les affaires et contribuent à civilianiser les technologies militaires.

Israël se transforme donc à partir de 1967 en une économie capitaliste et coloniale de pointe. Les sociologues israéliens montrent que c'est la victoire de 1967 qui a transformé l'économie et la société israéliennes, saisies désormais par un sentiment d'hubris, ce vertige du succès dénoncé par les philosophes grecs : le succès militaire et économique a produit une illusion d'invincibilité.

La troisième date, c'est bien évidemment 1977 avec la défaite des travaillistes et, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, l'arrivée de la droite au pouvoir. Cette dernière accélère à la fois la colonisation des Territoires occupés et la transformation de la société israélienne sur un modèle individualiste et capitaliste. Et elle le fait en alliance avec les religieux. Contrairement à une idée reçue, ceux-ci jouent un rôle croissant depuis 1948. C'est pourquoi Israël n'a pas de Constitution : certes, en 1949, Ben Gourion disposait de la majorité nécessaire à la Knesset pour en faire voter une, mais il a préféré éviter un clash avec les partis religieux pour qui seule la loi religieuse juive (la Halakha) pouvait servir de Constitution. D'où le compromis qu'on appelle *statu quo* et que Yeshayahou Leibovitz a qualifié de "double prostitution". Les rabbins se prostituent en acceptant de s'intégrer à l'État juif dont ils refusaient jusque-là l'existence même. L'État se prostitue en acceptant d'imposer à tous les citoyens les lois religieuses (le shabbat et la kasherout), en salariant les rabbins et en finançant un secteur d'enseignement religieux privé — les religieux ont de surcroît un droit de regard sur les cours de religion dans l'enseignement public. Par la suite, plus les gouvernements auront besoin du soutien et, éventuellement, de la participation des partis religieux orthodoxes et ultra-orthodoxes, plus ceux-ci étendront leur emprise sur la société. Cette tendance s'accélère donc à partir de 1977 et continue de poser des problèmes lancinants aux Israéliens quarante-deux ans plus tard. Il faut dire que les forces religieuses ont été déterminantes, via le Goush Emounim (Bloc des croyants) dans la colonisation de la Cisjordanie.

W. L. : Quel est l'état du camp de la paix au sein de la société israélienne ?

► D. V. : Sur le plan politique, aucune force représentative ne prône plus un accord fondé sur deux États. La seule force qui, dans ce "camp de la paix", comptait politiquement était le Parti travailliste. Or, il ne pèse plus très lourd et sa plate-forme actuelle ne comporte plus la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël. Alors qu'il a dominé largement le paysage politique des années 1930 à 1977, et de 1992 à 1996, les sondages ne lui donnent qu'une dizaine de sièges sur 120 à la prochaine législature. Il a même exclu de son sein la seule personnalité marquante : Tzipi Livni. Reste le Meretz qui n'a qu'un poids négligeable (5 députés actuellement à la Knesset) et la Liste arabe unie constituée d'un parti judéo-arabe (communiste), un parti nationaliste et un autre d'obédience islamiste qui disposent au total de 13 parlementaires. Ces derniers sont dans la ligne de mire de la droite qui rêve de les empêcher d'avoir un groupe dans la prochaine Knesset. Aux dernières élections, le Likoud et ses alliés avaient instauré un seuil de 3,25 % des suffrages pour obtenir des parlementaires, ce qui avait incité les partis arabes à constituer une liste unique. Aujourd'hui, cette union est en danger et, si elle se brisait, il n'y aurait probablement pas de députés arabes à la Knesset : 20 % de la population israélienne ne serait pas représentée. Dans le même état d'esprit, une loi a été votée il y a deux ans permettant à 90 députés (sur 120) d'expulser... les autres jusqu'à la fin de la mandature ! Imaginez, en France, le groupe LREM décidant d'écarter les groupes FI, PC et PS !

À défaut de "camp de la paix" politique, il y existe un très large mouvement associatif pacifiste qui comprend toute une série d'ONG, qui sont la bête noire du gouvernement actuel : celui-ci a même fait voter une série de lois pour les museler. Par ordre de détestation gouvernementale, la première est B'tselem⁴ qui dénonce et combat toutes les actions illégales se déroulant dans les territoires occupés. Son président a été auditionné pour la deuxième fois par le Conseil de sécurité⁵.

⁴ <https://www.btselem.org/>

⁵ https://www.youtube.com/watch?v=xUA_F_spArg

Ensuite vient *Breaking the silence*⁶, qui a recueilli 1 300 témoignages vidéos de soldats et même d'officiers israéliens décrivant les horreurs qu'ils ont été contraints de perpétrer — un chiffre considérable dans un pays où l'armée reste un des piliers de la société. Puis on trouve une kyrielle d'associations dont certaines jouent un rôle méconnu en France car elles jouissent d'une faible d'audience à l'étranger : Adalah⁷, une organisation à caractère juridique qui défend les droits des citoyens contre les discriminations ; ACRI⁸, association pour les droits civils en Israël ; Yesh Din⁹ qui regroupe des avocats... Ce réseau est extrêmement dynamique.

D'autres associations s'occupent de la mémoire de la Nakba, l'expulsion des Palestiniens en 1947-1949, dont l'une, très active depuis longtemps, s'appelle Zochrot¹⁰ (littéralement, elles s'en souviennent) : elle organise des visites de villages détruits, installe des panneaux indicatifs rappelant les différents sites... Decolonizer, l'association de mes amis Eleonore et Eytan Bronstein, a organisé une cérémonie sur la Nakba, qu'une ministre a prétendu interdire au nom de la Loi criminalisant la commémoration de la Nakba. Sauf que la justice a donné raison à Decolonizer : le texte de la loi ne concerne que les initiatives organisées... les jours de la commémoration, c'est-à-dire à la mi-mai ! L'enquête d'opinion réalisée à la demande de Decolonizer montre une société israélienne plus consciente qu'on ne le croit de ce qui s'est passé il y a soixante-et-onze ans et même plus sensible à la question du droit au retour des réfugiés. Bref, toutes ces associations démontrent qu'une société civile organisée et dynamique reste active et influente en Israël.

W. L. : Quels sont les enjeux et les thèmes qui vont polariser les débats de la prochaine échéance électorale, le 9 avril ?

► D. V. : Une loi domine le prochain scrutin : celle qui interdit de faire le moindre pronostic sur des élections en Israël, en général et cette fois-ci en particulier. Le suspense est à son comble, avec l'inconnue majeure que représente l'inculpation ou non de Netanyahu dans de graves scandales de corruption, mais aussi l'apparition d'un nouvel "homme providentiel", l'ex-chef d'état-major Benny Gantz, qui s'est allié avec le centriste Yair Lapid, l'éclatement réel ou potentiel de plusieurs partis (Parti travailliste, Foyer juif et peut-être la Liste arabe), etc.

Ce chaos sans précédent reflète l'impasse totale dans laquelle vingt années de pouvoir de la droite et de l'extrême droite ont mené la société israélienne. Impasse sur la question palestinienne, mais aussi impasse sur la gestion de la société israélienne où les performances économiques ne sauraient camoufler des inégalités, une précarité et une pauvreté record au sein du monde occidental. D'où un climat de "dégagisme" dont Netanyahu pourrait faire les frais. La défaite de cet homme prêt à tout — il vient même de s'allier avec les successeurs de Meir Kahane, un leader ouvertement fasciste dont le parti était interdit en Israël ! — serait certainement une bonne chose, car il est la clé de voute de l'alliance de la droite et de l'extrême

⁶ <https://www.breakingthesilence.org.il/>

⁷ <https://www.adalah.org/en/content/view/7189>

⁸ <https://www.english.acri.org.il/>

⁹ <https://www.yesh-din.org/en/>

¹⁰ <https://zochrot.org/>

droite. Mais son challenger vaut-il mieux ? Dans un spot électoral, il se vante d'avoir ramené une partie de la bande de Gaza à l'âge de pierre...

Il y a, je l'ai dit, une sorte d'hubris parmi les dirigeants israéliens. Ils croient disposer d'un carré d'as : Trump, le plus pro-israélien de tous les présidents américains ; Ben Salman, le premier dirigeant saoudien disposé à offrir Jérusalem à Israël pour s'allier avec lui contre l'Iran ; les leaders du Fatah et du Hamas, dont la division constitue un atout stratégique majeur pour Tel-Aviv ; et le chaos régional (Syrie, Irak, Yémen, Libye) qui marginalise la question palestinienne. Mais ces "as" sont-ils durables ? Trump sera-t-il ré-élu ? Ben Salman pourra-t-il continuer longtemps d'accumuler les échecs ? Les Palestiniens laisseront-ils faire leurs dirigeants ? La situation au Proche-Orient n'est-elle pas en train de se normaliser ?

Au-delà, les Israéliens pourront-ils rester éternellement insensible à l'isolement dans lequel ses dirigeants les confinent au niveau international ? Regardez l'état des opinions, à l'instar de la nôtre : selon l'IFOP, 57 % ont une "mauvaise image d'Israël" (68 % chez les moins de 35 ans), 69 % une "mauvaise image du sionisme" (74 % chez les moins de 35 ans) et 71 % pensent qu'"Israël porte une lourde responsabilité dans l'absence de négociation avec les Palestiniens" (68 % chez les moins de 35 ans). Et il en va de même dans la plupart des pays occidentaux, sans parler de ce qu'on appelait le tiers-monde. Voilà ce que reflète l'admission de l'État de Palestine à l'Unesco, à l'ONU et à la Cour pénale internationale (CPI).

On le sait peu : en décembre dernier, à l'Assemblée générale de l'ONU, la résolution pour "le droit à l'autodétermination et à un État du peuple palestinien" a obtenu 172 voix pour et 6 voix contre — Israël, les États-Unis, le Canada, les Iles Marschall, la Micronésie et Nauru. Même, l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid n'était pas aussi isolée. Reste évidemment à traduire cette réalité en pressions et en sanctions...